

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

Installation classée pour la protection de l'environnement

AUTORISATION

GAEC DE LA JULIERE
à BRAIN SUR LONGUENEE

DIDD – 2010 – n° 82 bis

ARRÊTÉ

**Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1^{er} du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 07 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

Vu la directive IPPC 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15/01/2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;

Vu la demande formulée par Messieurs les Gérants du GAEC DE LA JULIERE, dont le siège social est au lieu-dit "La Julière" 49220 BRAIN SUR LONGUENEE, afin d'être autorisés à procéder à l'extension d'un élevage avicole portant l'effectif à 129 000 poules pondeuses soit 129 000 équivalents animaux, à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du lundi 28 septembre au jeudi 29 octobre 2009 ;

Vu les certificats d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de BRAIN SUR LONGUENEE, GREZ NEUVILLE, LE LION D'ANGERS, LA POUEZE, SAINT CLEMENT DE LA PLACE ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur régional des affaires culturelles, du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national de l'origine et de la qualité ;

Vu le rapport du 11 janvier 2010 du directeur Départemental de la Protection des Populations, inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du jeudi 28 janvier 2010 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le projet de construction s'effectue parallèlement à la mise aux normes bien être des bâtiments d'élevage ;

Considérant que le projet va permettre de conforter les capacités financières du pétitionnaire et de conserver l'emploi d'un salarié ;

Considérant que la valorisation des fientes va s'effectuer à l'aide d'un procédé de déshydratation et ainsi permettre une réduction des nuisances olfactives, une réduction du dégagement d'ammoniac dans l'atmosphère ainsi qu'une limitation du nombre de mouches ;

Considérant que le stockage des fientes est couvert et dispose d'une surface importante ;

Considérant que la demande d'augmentation des effectifs n'engendre pas d'augmentation de pression sur le plan d'épandage ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Art. 1^{er}. – Messieurs les Gérants du GAEC DE LA JULIERE, dont le siège social est au lieu-dit "La Julière" 49220 BRAIN SUR LONGUENEE, sont autorisés à exploiter un élevage volaille, un élevage bovin, et une unité de déshydratation de fientes situés à la même adresse.

Art. 2. - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** sous la rubrique n° **2111.1** et à **DÉCLARATION** sous la rubrique **2101.1.c** et **2170.2** de la nomenclature.

Art. 3. - Pour la tenue de son établissement, les exploitants doivent se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les ouvrages de stockages sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (annexe 1).

Les bâtiments d'élevage fixes sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de nouvelles haies bocagères d'essences locales au nord et à l'ouest des bâtiments et par la construction d'un appentis bardé de voliges bois au niveau du pignon du poulailler à créer. La mise en place du linéaire végétal est effectué au plus tard dans l'année qui suit la réalisation du projet et l'utilisation de conifères est proscrite.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 129000 poules pondeuses soit 129000 équivalents-animaux.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué en cages grillagées.

Les fientes sont déshydratées au fur et à mesure de leurs productions à l'aide du séchoir "SECONOV" pour le bâtiment n° 2 et à l'aide des gaines de séchage disposées le long des tapis pour le poulailler en projet.

Le transport des fientes déshydratées s'effectue par un convoyeur couvert à destination du répartiteur qui est placé dans la nouvelle fumière. La répartition homogène des fientes sur toute la longueur du bâtiment, permet d'augmenter le phénomène de dessiccation.

Le produit obtenu rentre dans la catégorie des engrais NPK entièrement d'origine animale ou végétal de la classe 4.6.1. n°6 ou n°8 de la norme NFU 42-001 (fientes de volailles déshydratées ou engrais à base de déchets animaux et ou végétaux).

L'analyse de l'engrais entièrement d'origine animale permet de déterminer la dénomination du produit à exporter.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé ; tout changement dans le mode d'exploitation devra être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

4° Réseau de collecte

Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'élevage, du matériel et des annexes sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisation, caniveaux à lisier...) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage et des annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage.

Les toits sont munis de gouttières ou de tout autre dispositif pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier, afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un système public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour.

La consommation d'eau des animaux doit être maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation soit reconnu performant.

5° Stockage

Le stockage est assuré par 4 fosses de 5 m³ utiles dont 2 sont à mettre en place (eaux de lavage lors d'épisode sanitaire), une fumière de 1000 m² à aménager dans le poulailler n° 1, une fumière couverte 3 murs d'une surface de 615 m² et une fumière couverte 3 murs de 140 m² pour le fumier des bovins.

L'ensemble des installations de stockage est réalisé avant la mise en service de l'élevage.

Les déjections solides sont stockées sur une aire étanche.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents solides produits dans l'installation, pendant six mois au minimum.

6° Gestion des flux et auto contrôle

Le départ des fientes s'effectue à l'aide de bordereaux et d'une étiquette ou d'un document d'accompagnement qui précisent la dénomination du produit conformément à la réglementation en vigueur.

Les informations suivantes sont portées sur les bordereaux :

- date du départ du site ;
- coordonnées du destinataire ;
- nature du produit ;
- nom du transporteur ;
- quantité en tonnes et/ou volumes en m³.

Un état récapitulatif par année civile ou par lot de volailles est effectué et est tenu à disposition de l'inspection sur site.

Des analyses sont effectués sur les paramètres prévus dans la norme (analyses agronomiques, éléments traces métalliques, critères microbiologiques, inertes, composés traces organiques ...) et selon la périodicité et les méthodes préconisées, afin de s'assurer de la conformité du produit obtenu. Le taux de matière sèche, ainsi que le rapport carbone sur azote sont également analysés.

Le GAEC DE LA JULIERE se conforme aux dispositions des articles L.225-1 à L.225-11 du code rural, relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L.225-1 à L.225-11 du code rural.

7° Déchets

Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

8° Réduction des émissions d'odeurs

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ainsi que des épandages ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

Le système de ventilation dynamique de l'élevage est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

9° Épandage

Tout rejet direct d'effluents dans les eaux souterraines est interdit. Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

L'épandage des effluents produits sur l'exploitation est soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Tous les animaux reçoivent une alimentation de type multiphase, garantissant des apports en protéines limités aux besoins physiologiques de chaque catégorie d'animaux. L'alimentation est complétée en phytase.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte a minima les éléments suivants:

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;

- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12500 et 1/5000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagée (cultures en places et principales successions);
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents à épandre ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol, et de culture en utilisant des références locales ou tout autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare épandable et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux.

L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté (annexe 2).

Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la préfecture – bureau de l'environnement.

10° Règles d'épandage

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages; cette distance peut être réduite à 50 mètres pour l'épandage du compost conforme à l'article n° 10 ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue dans l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; Cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau.
- sur les terrains à forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les compost) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale (en mètres)	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur les terres nues
Compost conforme à l'article n° 10	10	non imposé
Lisier lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	15	immédiat
Effluents après traitement et/ou atténuant les odeurs	50	24
Fumiers de volailles après un stockage d'au moins deux mois; Fientes à plus de 65% de matière sèche; Lisier et purin avec utilisation d'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol de type pendillards	50	12
Autre cas	100	24

L'épandage des fumiers est réalisé avec un matériel adapté permettant une répartition homogène.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des fientes à plus de 65 % de matière sèche et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est de 100 mètres lorsque cet épandage est effectué sur prairies et terres en cultures sans enfouissement sous 12 heures.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus, à l'exception des composts visés au 10°.

11° Compostage

Les distances minimales définies à l'article 9 s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet à minima deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55°C pendant quinze jours ou à 50 °c pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement ou sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

12° Enregistrement des épandages

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté Programme d'action à mettre en œuvre pour la reconquête de la qualité des eaux en Maine et Loire du 30 juin 2009.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers.

Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturelle et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage regroupe les informations relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation:

- le bilan global de fertilisation ;
- l'identification des parcelles (îlots) réceptrices épandues ;
- les superficies effectivement épandues ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minérale ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fertilisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

13° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

La défense contre l'incendie est assurée par une réserve naturelle de 120 m³ au minimum située à moins de 200 mètres, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'implantation de cette réserve devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

14° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

Les exploitants luttent contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. Les exploitants prennent les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, traitement, de fuel, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

15° Formation du personnel

Le personnel intervenant sur l'exploitation est familiarisé avec le système de production et reçoit une formation afin d'avoir une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement. Le personnel a pris connaissance de la conduite à tenir en cas d'incident ou accident sur l'installation, et met en œuvre les moyens d'intervention.

16° Équarrissage

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans un conteneur étanche et fermé, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

17° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le niveau maximal de bruit est fixé par les valeurs limites suivantes :

Tranches horaires	Valeur limite Lm
Entre 6 H et 7 H	55 dB A
Entre 7 H et 20 H	60 dB A
Entre 20 H et 22 H	55 dB A
Entre 22 H et 6 H	50 dB A

L' émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Émergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Émergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 16 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

18° Dysfonctionnement de l'installation

Les exploitants sont tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

19° Bilan de fonctionnement (concerne les élevages à partir de 40000 Équivalents-animaux)

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, devra être adressé au préfet de Maine-et-Loire. Il permet de réexaminer et si, nécessaire, actualiser les conditions de l'autorisation.

20° Déclaration d'émission polluante (concerne les élevages à partir de 40000 équivalents-animaux)

Les exploitants déclarent chaque année la masse annuelle d'ammoniac produite dans leur installation conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 modifié.

21° Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, ses exploitants en informent le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification des exploitants indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Les exploitants remettent en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de BRAIN SUR LONGUENEE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de BRAIN SUR LONGUENEE et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Messieurs les Gérants du GAEC DE LA JULIERE dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de SEGRE et dans les mairies de BRAIN SUR LONGUENEE, GREZ NEUVILLE, LE LION D'ANGERS, LA POUEZE, SAINT CLEMENT DE LA PLACE.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté du 17 novembre 2003.

Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de SEGRE, le maire de BRAIN SUR LONGUENEE, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 23 FEV. 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture


Alain ROUSSEAU

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

PC 2

Accès aux bâtiments existants et projetés

Haies existantes

Maie à planter

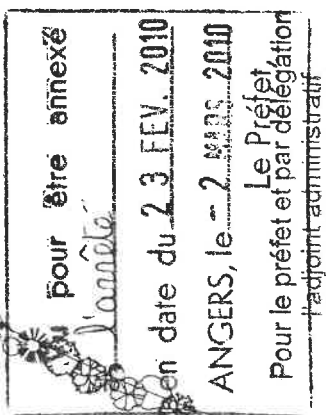
— Réservoirs aux pluviâles

— r — Réseau des fientes

..... Limite de propriété du GFA de la Julienne

PLAN DE MASSE

Echelle: 1 / 750



INTELLIGENCE

Vu pour être annexé
à Nanté
en date du 23 FEV. 2010
ANGERS, le 2 MARS 2010
Le Préfet

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

87

Brigitte MATHIEN

GAEC DE LA JULIERE

"La Julière"

49220 BRAIN-SUR-LONGUENEE

PLAN D'EPANDAGE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE RELEVÉ PARCELLAIRE

13 février 2009

NATURE DES CULTURES

TL Terres labourables

STH Surfaces toujours en herbe

HT Habitation Tiers

FP Forte Pente

PTS Puits

Surface potentiellement
épandable après
exclusions réglementaires

CE Cours d'eau

ZH Zone Hydromorphe

PAR Parcours extérieur

PE Plan d'eau

VG Vergers/Vignes

BA Bâtiments

Page	lot	Commune	Sect.	N° parcelle	Exploitant	Surface initiale	Surface épandable / nature cult.		Motifs d'exclusion	Surface suppl. épandage fumier	Surface non épandable paturée
							T.L	S.T.H		T.L	STH
1	1	BRAIN-SUR-LONGUENEE	B	441							
			"	442							
			"	443p							
			"	444							
			"	446							
			"	1506							
						6,49	5,90		HT	0,59	
2		BRAIN-SUR-LONGUENEE	B	440							
				437							
				1227			5,03	5,03			
				438p							
3		BRAIN-SUR-LONGUENEE	B	438p							
				1378							
				432							
				433							
				434			9,59	8,59	PE		
				435p							
				1443							
				1448							
4		BRAIN-SUR-LONGUENEE	B	544							
				545							
				546							
				547			7,80	7,70	HT	0,10	
				548							
				549							
				550							
7		BRAIN-SUR-LONGUENEE	B	543			1,36	1,36			
TOTAL page 1						30,27	28,58	0,00		0,69	0,00
TOTAL						30,27	28,58	0,00		0,69	0,00

Surface réglementairement épandable en lisier et fumier

28,58 hectares

Surface complémentaire réglementairement épandable uniquement en fumier *

0,69 hectares

Surface totale réglementairement épandable

29,27 hectares

Surface réglementairement non épandable paturée

0,00 hectares

* l'épandage du fumier peut être réalisé à 50 m des habitations des tiers sous réserve d'un enfouissement du fumier dans les 24 heures.

